

SYNTHÈSE D'ENTRETIEN – MONSIEUR RUBIS



? Types de problèmes rencontrés

<input checked="" type="checkbox"/> Problèmes de bâti, confort	Logement insalubre : infiltrations, écoulement de murs, électricité hors normes, froid...
<input checked="" type="checkbox"/> Problèmes de santé / handicap	Incapacité de travail (problèmes de vue, d'audition)
<input checked="" type="checkbox"/> Problèmes d'impayés de factures d'énergie	Factures de régularisation importantes

Report aux dispositifs d'aide : ménage aidé

<input checked="" type="checkbox"/> Aide financière	FSL
<input checked="" type="checkbox"/> Accompagnement socio-technique	SLIME
<input type="checkbox"/> Médiation bailleur	
<input type="checkbox"/> Aide aux travaux	

Prise de contact



SLIME
Février 2018



Un glossaire des acronymes employés dans l'entretien est disponible sur le [site de l'ONPE](http://site.de/ONPE).



Budget mensuel

Ressources	
Revenus	1 250 €
APL	250 €
-	-
TOTAL	1 500 €

Charges liées au logement	
Loyer	550 €
Gaz / Electricité	250 €
Eau	30 €
TOTAL	830 €

L'entretien s'est déroulé dans le nouveau logement qu'occupe M. Rubis : un appartement T1 en duplex d'environ 40 m², situé dans le centre-ville d'une petite ville. Lors de l'entretien, il s'agissait d'évoquer les problèmes d'inconfort et d'impayés que M. Rubis a connus dans la maison qu'il occupait précédemment en colocation avec un ami. Par chance, cet ami était présent au moment de l'entretien. La maison en question se situe au cœur de la même ville.

Une pension d'invalidité

J'ai 48 ans. Je suis en incapacité de travail. Au niveau invalidité... je suis à 77%. Par rapport à un problème de vue et vient se greffer mon problème auditif. Mon problème de vue, je l'ai depuis tout petit, j'ai été très mal soigné. En plus c'est évolutif. Un jour ou l'autre, je vais me retrouver avec une canne blanche. J'ai cherché à retravailler pendant 10 ans environ, mais je n'ai jamais trouvé, à cause de ma vue. Je n'ai qu'une toute petite pension d'invalidité : 700 euros. Quand on était en colocation dans la maison, Mika touchait le RSA. Avec ma pension, le RSA et les APL de 250 euros, on avait à peu près 1 500 euros pour deux.

Ami (*ex-colocataire de Monsieur Rubis*) : J'ai 46 ans. Je vis avec ma copine maintenant, en région parisienne. Je suis venu le voir une petite semaine. Je ne bosse pas. J'ai trop donné déjà. J'ai travaillé dans la sécurité. Au bout de 5 ans, j'en avais marre de me faire défoncer la gueule à chaque fois. On m'avait dit que ça rendrait fou comme boulot, c'était vrai...

Deux amis qui ont « unis leurs forces » dans « la galère »

« On s'est retrouvés dans des conditions humaines rocambolesques. »

Une vie d'avant dans le Gard

Mon père était militaire, on a fait un peu tous les coins de France. Avant, j'étais dans le Gard. Mon rêve c'est de retourner là-bas. L'état d'esprit. C'est très rural, j'ai habité dans un tout petit hameau, 5 familles, le week-end, on était chez les uns, chez les autres. J'avais un pote féru de potager, les légumes je les avais gratos. C'était bien sympa. État d'esprit et contact qu'il n'y a pas du tout ici.

Quand je pouvais encore travailler, j'étais concierge dans un centre de formation professionnelle pour personnes handicapées. J'avais fait une formation de standardiste. J'ai eu un logement de fonction, de bonnes relations avec les stagiaires. Ce qui m'a fait en partir, c'est la rencontre avec mon ex-femme. Le dernier logement que j'ai eu en tant que personne seule, ça remonte à 2002.

La rue et l'hébergement à Emmaüs

Je suis arrivé dans la région suite à ma séparation. J'ai rencontré quelqu'un ici, mais ça n'a pas marché. Je me suis retrouvé en galère complète... C'est là qu'on s'est connus avec Mika. On a uni nos forces, pour essayer de s'en sortir. La rue, ensemble, puis Emmaüs (*un peu plus d'un an*). On s'est retrouvés dans des conditions humaines rocambolesques. Vous rentrez le soir vers 18h, le matin il faut repartir à 8h, qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige. Des kilomètres dans la ville, on en a séchés plus d'un. Cela nous faisait bien rire.

Un « taudis » en colocation

« Cet été, le mur de ma chambre s'est écroulé en pleine nuit. »

Une maison de famille proposée par une personne d'Emmaüs

Ami : C'est à Emmaüs qu'on nous a proposé une maison. Une personne qui travaillait là-bas nous a proposé de nous louer sa propre maison de famille. A cette époque, on n'avait pas le choix. On sortait de la galère, de la rue. On était tellement contents de sortir de là où on était, on n'a pas trop réfléchi. On avait fait des demandes de logement sociaux, mais on n'a jamais eu ne serait-ce qu'une proposition...

Une maison insalubre et dangereuse, fermée depuis 4 ans

Ami : C'était la maison du bonheur (*ironique*). 70 m² à peu près, belle surface. Une petite courette. Une vieille maison, de plain-pied, en centre-ville, meublée. Il n'y avait pas de locataire avant nous, la maison était fermée depuis plus de 4 ans.

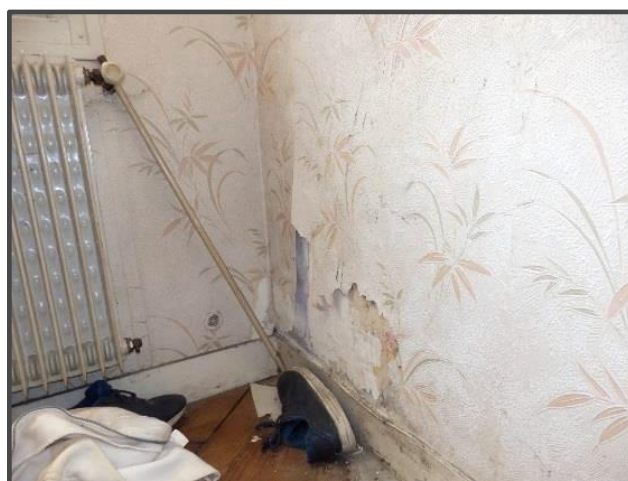
C'était du simple vitrage. La chaudière était vieille. Il n'y avait pas de thermostat. Les combles n'étaient pas du tout isolés. Quand il pleuvait, on avait de l'eau dans la salle de bain, les toilettes et l'arrière cuisine.



Plafond de la cuisine avec jour apparent sur les combles

De l'eau de partout. Quand on nettoyait, ça mettait je ne sais pas combien de temps à sécher. A la fin on ne le faisait plus... ras-le-bol. Vous passez le balai, vous vous retournez et vous en avez autant... L'électricité n'était pas aux normes. La prise électrique dans l'entrée, c'était encore avec le petit fusible à l'intérieur de la prise. On a claqué 4 ou 5 ordinateurs d'occasion à cause de surtensions. Ça aurait pu prendre feu.

Ami : Dans la chambre où il dormait, il y avait les tuyaux de canalisation qui passaient... les odeurs remontaient. Sans compter l'humidité dans les murs.



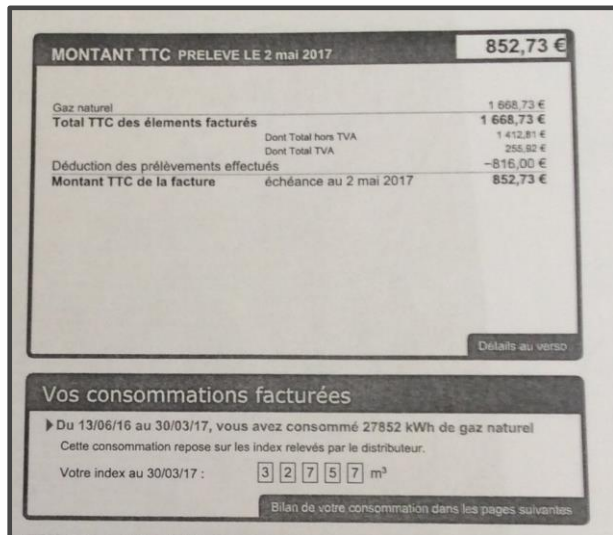
J'ai chopé de ces odeurs, l'œuf pourri à côté c'est supportable. C'était dur. Cet été, le mur de ma chambre s'est écroulé en pleine nuit. De la grosse pierre, il faut laisser ça pourrir longtemps pour que ça s'écroule. Pourtant on avait fait des réparations... on avait refait la chambre, mais ça n'a pas tenu tellement c'était bouffé.

Des factures de gaz très importantes

Ami : Le loyer était à 550 euros. On avait 250 euros d'APL et on payait 300 euros.

L'eau, on payait environ 30 euros. On n'a pas eu de souci. On avait gaz et électricité, ENGIE et EDF. L'électricité c'était 30 euros par mois. Les factures

de gaz c'était 150 euros par mois. La deuxième année c'est monté à 162 €. Au moment de la première régularisation, on a eu une facture d'environ 860 €. Pourtant on faisait attention, même au niveau des douches. La deuxième année, on a eu aussi une grosse facture : 490 euros.



MONTANT TTC PRELEVE LE 2 mai 2017		852,73 €
Gaz naturel		1 668,73 €
Total TTC des éléments facturés		1 668,73 €
	Dont Total hors TVA	1 412,81 €
	Dont Total TVA	255,92 €
Déduction des prélèvements effectués		-816,00 €
Montant TTC de la facture	échéance au 2 mai 2017	852,73 €

Vos consommations facturées	
▶ Du 13/06/16 au 30/03/17, vous avez consommé 27852 kWh de gaz naturel	
Cette consommation repose sur les index relevés par le distributeur.	
Votre index au 30/03/17 :	3 2 7 5 7 m³
Bilan de votre consommation dans les pages suivantes	

« On n'avait plus envie de rien, c'était de la survie pure et dure »

C'était l'horreur pure et simple. Dans cette maison, on n'avait plus moral. Le matin ou le soir on toussait, on avait toujours la crève. Je n'ai jamais été autant malade. La copine de Mika est venue passer un mois. La première semaine ça roulait, la deuxième : direction hosto. On n'avait plus envie de rien. C'était de la survie pure et dure. On ne sortait jamais. Sans vouloir exagérer, on a souffert. J'ai eu un thermomètre, des fois il faisait à peine 12°C. On n'avait pas de chauffage d'appoint, on n'avait pas envie d'investir dans quoique ce soit. J'étais toujours couvert, mais même couverts on était gagnés par l'humidité. J'ai un problème auditif, je suis sûr que ça ne s'est pas arrangé à cause de ça. C'est un logement insalubre.

Le rapport au propriétaire bailleur : « il nous a eus à la confiance »

Ami : cette maison appartenait à quelqu'un d'important chez Emmaüs. Le mec en profite à fond. Il nous a eus à la confiance, il paraissait super sympa. On ne pouvait pas imaginer qu'un type pareil, avec le boulot qu'il faisait, puisse être un marchand de sommeil. Quand on a pris le logement, il nous a dit « ne vous inquiétez pas, je ferai des travaux, machin, blabla »... Les travaux on les attend toujours. Le pire c'est qu'il a 4 autres maisons. Si elles sont dans le même état...

Ami : A un moment donné, on a même arrêté de payer le loyer. Je ne versais plus rien, on a tout laissé tomber. Pendant 6 mois. On a fait ça par nous-mêmes. Il n'est jamais venu réclamer.

On n'a jamais pensé à porter plainte. Personne ne nous a conseillé de faire ça. La seule chose qu'on aurait pu faire, c'était de bloquer les loyers à la Caisse de dépôts. On ne nous l'a pas conseillé et honnêtement on n'y a pas pensé. Quand on est arrivés, on espérait que ça se passe bien. Après, la seule chose qu'on a pensé faire, c'était de se barrer.

La demande de FSL et la visite du SLIME

« Partez de là. Vous êtes en danger. »

Une deuxième facture qui ne peut pas être prise en charge suite au déménagement

Quand on a eu la première facture de régularisation pour le gaz, on ne pouvait pas du tout payer, ça n'était pas possible. J'ai eu une aide

du FSL pour la régler intégralement, ça n'a pas traîné, pour ça ils étaient bien. Il y a une commission par semaine.

Par contre, la deuxième facture de 490 euros, elle reste à régler. On se bat avec l'AS car le FSL ne la prend pas en charge parce que je ne suis plus dans le logement. Donc j'ai ça qui court encore... On essaye de trouver un financement, sinon je vais être obligé de faire un plan d'apurement. Si je suis capable de payer un peu, on peut arranger les choses... mais le risque c'est d'être inscrit à la Banque de France, donc le compte bancaire bloqué, c'est bien contraignant... Après, vous risquez d'être mis sous tutelle ou curatelle, j'ai croisé des gens qui sont passés par là. La tutelle je ne suis pas contre, c'est vrai que ça peut un peu libérer la tête, mais il faut tomber sur quelqu'un avec qui ça se passe bien.

L'absence de Tarifs sociaux de Première Nécessité (TPN) pour l'énergie

Ami: on n'avait pas de TPN, abonnement classique.

Le TPN ? euh... je ne connais pas. J'ai entendu parler du chèque énergie aux informations. Vraisemblablement je n'y ai pas le droit car il est distribué aux personnes qui touchent le RSA et moi j'ai une pension d'invalidité. En tout cas personne ne m'a orienté vers l'un ou l'autre (*TPN ou chèque énergie*). Ni même pour des bons de réduction pour le téléphone ou autre.

La relation avec l'assistante sociale du CCAS : du FSL à un suivi global

Je suis entré en contact avec l'AS du CCAS d'ici pour la première grosse facture au départ. C'est elle qui a fait le FSL, elle prend les choses à cœur. Elle fait son boulot. Là elle cherche d'autres financements pour la deuxième facture.

Maintenant, je suis en lien avec elle pour des problèmes de santé. J'ai besoin d'un appareil auditif, il y en a pour 3 000 euro. On a monté tout un dossier pour la MDPH, avec devis, audiogramme, machin, prescription médicale. Mais ils estiment que je n'y ai pas le droit. Mon assistante sociale essaie de trouver d'autres associations.

Avec elle, on travaille aussi sur la pension. Elle s'est renseignée, normalement j'ai le droit de cumuler jusqu'à 900 euros entre la MDPH et la Sécu. Du coup ça peut m'ouvrir d'autres perspectives derrière, au niveau aide. Car un jour ou l'autre je vais avoir besoin d'une aide à domicile. C'est la sécurité sociale qui me prend en charge, je n'ai pas l'AAH. J'ai une pension d'invalidité... l'AAH ils ne veulent pas me l'accorder. Selon eux, je ne suis pas assez atteint. Il faut être à 80%. Cela fait des années que je me bats contre eux.

Hormis Mika, le seul contact réel que j'ai aujourd'hui c'est avec l'assistante sociale ici. Je l'apprécie beaucoup. Hier encore elle a appelé : « je suis en train de m'occuper de votre dossier ». J'ai de la chance car elle est sérieuse. Ici dans cette petite ville il n'y a rien au niveau associatif, il n'y a même pas les Restos du Cœur. En termes d'aide, c'est le CCAS et point barre.

La visite du SLIME et le signalement du logement à la CAF

Quand on a fait le dossier pour la première grosse facture, mon assistante sociale m'a demandé si j'étais d'accord pour être mis en relation avec l'association qui a fait une visite technique du logement. J'ai attendu un bon mois avant qu'ils passent faire la visite. A tel point que je m'étais mis en tête qu'ils ne passeraient pas. A mon avis, ils ont pas mal de boulot. Un monsieur est venu, il a fait le tour de la maison 5-6 fois, il a fait son rapport avec photos. Il a fait un entretien... il m'a dit : « Partez

de là. Vous êtes en danger ». Il n'y avait pas de solution directe car il fallait tout refaire, ce n'était pas juste quelques petites réparations. Le dossier a été envoyé à la CAF et si une personne vient relouer cette maison, elle ne peut plus faire de demande d'APL, c'est bloqué.

Une nouvelle relation de confiance qui fait suite à de mauvaises expériences

J'ai de la chance d'avoir aujourd'hui une AS qui tient la route parce que celle qu'on avait à Emmaüs, elle était bête et incompétente. Je me suis retrouvé sans droit à cause d'elle.

Ami : c'est moi qui ai repris le dossier derrière, de A à Z. J'ai passé plus de 6 mois à remettre le dossier en ordre.

J'ai eu beau lui dire que le dossier était mal fait... Je suis en rapport avec la MDPH depuis 1995, ce n'est pas une petite AS de 25 ans qui va me dire ce dont je suis sûr. Elle était d'origine snob, elle l'avait dans le sang. Dans le Berry, quand j'ai eu besoin de travailler avec des travailleurs sociaux, c'est moi qui leur disais : il y a ça, ça et ça. Ayant pas mal bourlingué dans le social, et avec mon handicap, je me tenais informé des droits, de ce qui existe. Beaucoup moins maintenant car je ne peux plus lire. Faut dire que les travailleurs sociaux, parfois on tombe sur des gens qui partent du principe que si vous en êtes là c'est de votre faute et qu'on est que des merdes. Ils ne vous croient pas. Ce n'est pas verbalisé mais on le ressent. Ceux-là, moins je les vois, mieux je me porte.

Un nouveau départ dans un nouveau logement

« Je sais encaisser, mais ça serait pas mal que ça s'arrête... »

Un nouveau logement avec l'appui de l'assistante sociale et du FSL

Mika a rencontré sa compagne, il s'est installé avec elle en région parisienne. Je ne pouvais pas garder ce taudis. Il n'y a pas d'autre mot. Le but c'était de partir. En tout je suis resté quasiment 2 ans.

Ami : L'AS et le FSL ça l'a aidé pour pouvoir accéder à ce nouveau logement. Endetté, il n'aurait jamais eu cet appartement. Le FSL s'est porté garant, mais il fallait que son compte bancaire fasse l'affaire aussi... J'étais content pour lui quand il a trouvé l'appartement.

Ça fait plus de 3 mois que je vis dans ce petit appartement. Je l'ai trouvé tout seul, par agence. Le FSL paie les frais d'agence et s'est porté garant pour moi. Sinon je n'étais pas sorti de la merde, j'aurais pu croupir là-bas.

« Normalement ici, je vais gérer sans problème »

L'appartement est bien, c'est le jour et la nuit. Normalement, ici je vais gérer sans problème, c'est fini les impayés. Je paie 370 euros et j'ai 215 euros APL. Les factures sont raisonnables : environ 100 euros tous les deux mois. C'est tout électrique (ENGIE). Il y a du double vitrage. Les radiateurs, c'est bien mieux que ce que c'était là-bas, mais ils consomment je pense. Oui, j'ai un DPE ici, je crois qu'il est « E ». Je ne chauffe pas beaucoup. Je n'ai pas de thermomètre. J'ai dû chauffer quand Mika est venu la première fois car il faisait froid. Je l'ai

mis au départ car c'était quand même humide. Je le mets surtout quand il y a des pics de froid. Je fais attention. Mon organisme est habitué. Je sais encaisser, mais ça serait pas mal que ça s'arrête...

De nouvelles envies

Quand Mika est parti, mon but c'était de trouver un petit coin où être bien et trouver de l'occupation dans l'associatif, chose que j'avais jamais faite quand on vivait dans le taudis car on galérait. J'ai envie de travailler. C'est un peu le nouvel objectif, de trouver des choses à faire, être utile. Mais il n'y a pas grand-chose dans cette ville. Mon but aujourd'hui si possible c'est de partir, soit dans le Gard, soit je me rapproche de mes amis. Mika vient me voir souvent... La région parisienne, pourquoi pas...

Une angoisse sur le calcul de la pension invalidité

Le souci qui risque de se poser c'est au niveau de ma pension. Il se pourrait qu'on me bloque mes revenus si je déménage le dossier qui est toujours dans le Gard. Les prérequis Sécurité sociale ne sont pas les mêmes ici. Ça oui c'est mon angoisse. Mes revenus peuvent être réduits. Le problème de tous ces organismes, c'est qu'on n'a pas la même offre selon les régions.

Les 30 portraits de ménages en situation de précarité énergétique

Ce portrait numéroté fait partie d'un corpus de 30 portraits. Cet entretien sociologique ainsi que les photos prises ont été réalisés dans le cadre d'une enquête menée en 2018 par Christophe Beslay et Romain Gournet (BESCB) pour le compte de l'ONPE. L'enquête a mis en lumière les situations des ménages, les pratiques concrètes et les stratégies qu'ils développent pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent, ainsi que leur rapport aux dispositifs d'aide et d'accompagnement. Vous pouvez retrouver l'analyse qui en a été tirée dans le [rapport d'enquête](#) et sa [synthèse](#) sur le site de l'ONPE.

Résultant des représentations du ménage, cet entretien ne traduit qu'une partie des réalités : le témoignage des interviewés n'a pas été confronté à la parole des autres parties prenantes pouvant être mises en cause par l'interviewé.

Si un soin a été porté au respect des propos de chacun dans leur version originale, sans reformulation, il n'a pas été conservé de détails ou de précisions qui pouvaient participer à identifier les auteurs, afin de respecter leur anonymat. La plupart des portraits sont rapportés sous forme de témoignage, néanmoins certains d'entre eux ont été retranscrits à la troisième personne du singulier par l'enquêteur.

Les photos ont été prises au domicile du ménage et sont exclusivement réservées à illustrer les témoignages. Toute reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'ONPE est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal.

Pour aller plus loin

Retrouvez les références permettant d'éclairer les situations des 30 ménages interviewés :

- ONPE, [Parcours et pratiques des ménages en précarité énergétique : enquête auprès de 30 ménages](#) et sa [synthèse](#), sous la direction de Christophe Beslay et Romain Gournet (BESCB), 2018
- ONPE, [Stratégies de traitement des impayés d'énergie : enquête auprès de 14 ménages](#) et sa [synthèse](#), sous la direction de Christophe Beslay et Romain Gournet (BESCB), 2018

Retrouvez différentes productions de l'ONPE et de ses partenaires, sources utiles pour explorer le phénomène de précarité énergétique :

- ONPE, [Tableau de bord de la précarité énergétique 2018](#)
- Médiateur national de l'énergie, [Synthèse du baromètre 2018](#)
- ONPE, [Synthèse de revue bibliographique – Conséquences, usages et coûts induits de la précarité énergétique](#), 2018
- Fondation Abbé Pierre, [24^{ème} rapport sur l'état du mal logement en France](#), 2019

Remerciements

Nous souhaitons remercier toutes les personnes ayant apporté leur contribution à la réalisation de ces portraits :

- Christophe Beslay et Romain Gournet, sociologues BESC, avec la collaboration de Guillaume De Oliveira et Kévin Caillaud
- Aurélien Breuil, association SOLIBRI
- Sylvaine Le Garrec, sociologue consultante
- L'ensemble des ménages qui ont accepté de témoigner
- Et les acteurs locaux qui ont permis la prise de contact avec les ménages

Ainsi que les membres de l'ONPE :

- Claire Bally, RAPPEL
- François Boulot, Secours Catholique
- Mathilde Clément et Camille Parent, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
- Julie Courbin et France Michel, Fondation Abbé Pierre
- Caroline Escoffier et Béatrice Hammer, EDF
- Pierre-Laurent Holleville, Le médiateur national de l'énergie
- Audrey Lassaie, ENEDIS
- Jérôme Vignon et Opale Echegu, Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale

Cette publication a été réalisée sous la direction d'Isolde Devalière, chef de projet Précarité énergétique à l'ADEME et coordinatrice de l'ONPE.

Avec le soutien de



En collaboration avec

